

CONCOURS DES LIVRES CÉLÈBRES

BON 6 Remplir complètement ce Bon, le découper et le conserver jusqu'à nouvel ordre.

A QUEL LIVRE SE RAPPORTE LE DESSIN N° 6 ?

Titre du Livre _____

Nom de l'Auteur _____

Nom du Concurrent _____

Adresse _____

LA CRUE : LES PREVISIONS SONT RASSURANTES

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 2971. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

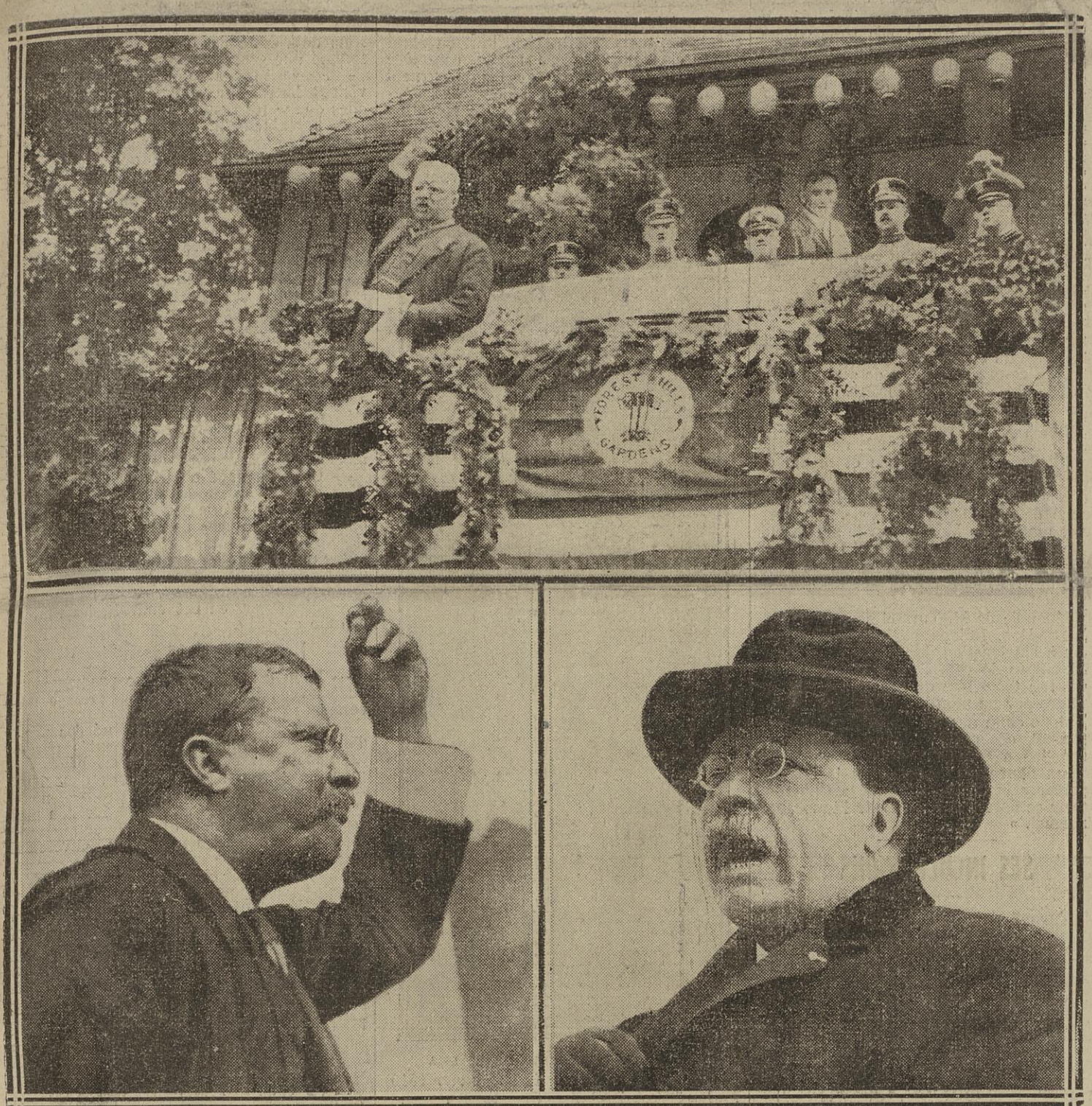
Pierre Lafitte, fondateur. 20, rue d'Enghien, Paris. — Téléphone : Gut. : 0273 — 0275 — 1500. — Adresse télégr. : Excel-Paris.

CONCOURS DES LIVRES CÉLÈBRES

MARDI 7 JANVIER 1919

Voir en page 5 le 6^{me} DESSIN de notre concours

L'EX-PRÉSIDENT THÉODORE ROOSEVELT VIENT DE MOURIR



TROIS ATTITUDES ÉNERGIQUES DE L'ANCIEN HOMME D'ÉTAT PRONONÇANT UN DISCOURS

On annonce d'Amérique la fin prématurée et bien imprévue de M. Théodore Roosevelt. Il y a moins de deux ans encore, cet homme d'action par excellence voulait former une armée de volontaires pour se battre à nos côtés, comme il avait fait à Cuba en 1898, à la tête de ses fameux "rough-riders".

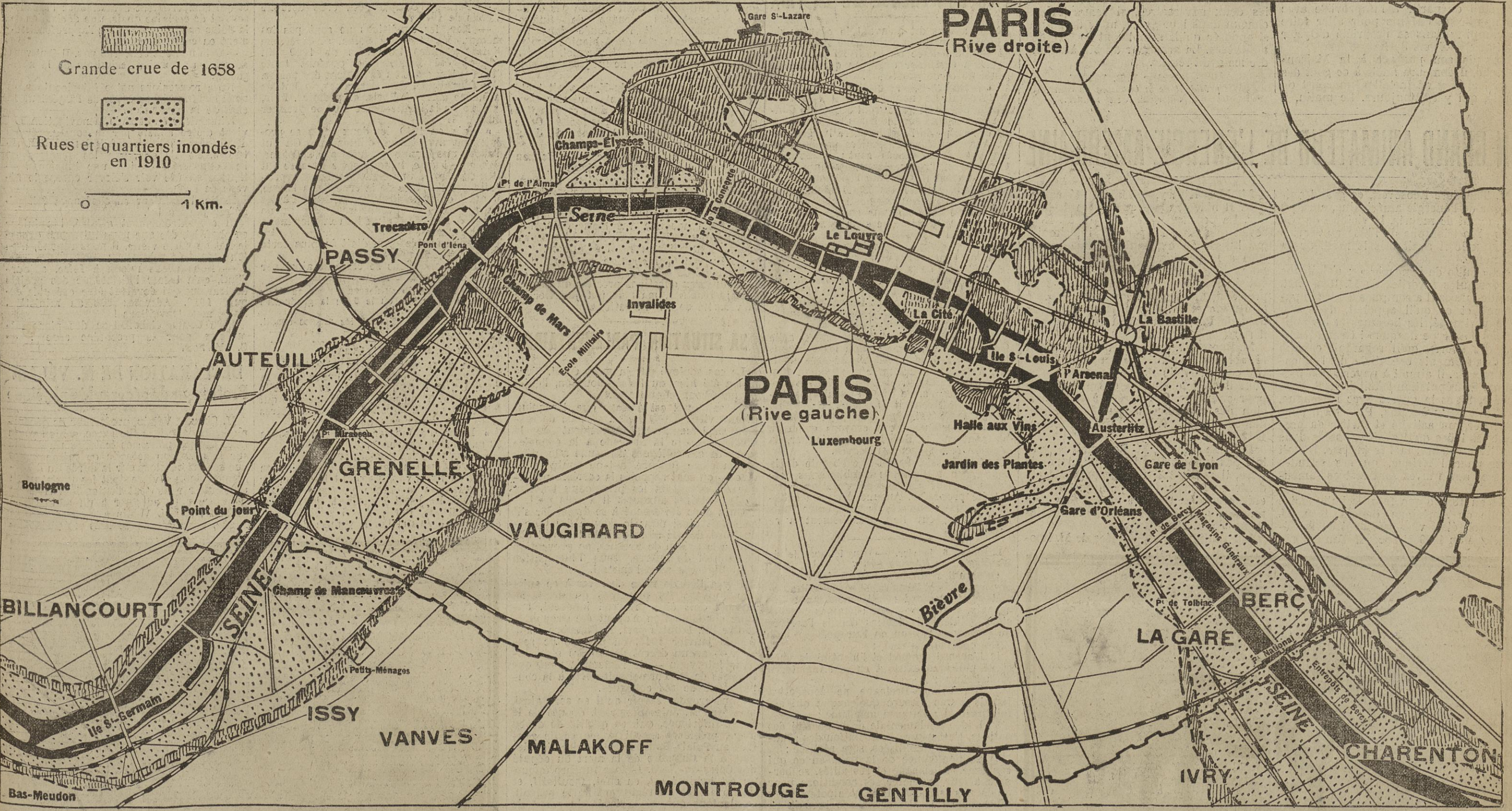
TURME EST MORT DIMANCHE A L'HÔPITAL DE FRESNES



TURMEL A LOUDÉAC, SORTANT DE CHEZ LUI A PASSY, ET APRES SON ARRESTATION

L'avoué de Loudéac, député de Guingamp, est mort dimanche soir, à dix heures, à la prison de Fresnes. Il était atteint de sclérose du rein. Arrêté le 7 octobre 1917, Turmel fut inculpé d'intelligences avec l'ennemi à la suite de la découverte de 25.000 francs en billets suisses dans son vestiaire, à la Chambre.

LA PLUS FORTE INONDATION DE PARIS EN FÉVRIER 1658 ET CELLE DE JANVIER 1910



SUR CETTE CARTE, LA ZONE INONDÉE EN 1658 EST INDICUÉE PAR LA PARTIE COUVERTE EN HACHURES VERTICALES, ET CELLE INONDÉE EN 1910 PAR LA PARTIE POINTILLÉE

Dans la journée d'hier, la Seine a continué à monter, et l'on a coté 4^m 27 au pont d'Austerlitz au lieu de 4^m 13 la veille. Si les pluies ne cessaient pas, la situation commencerait à devenir inquiétante. Avant la grande crue de 1910, restée dans toutes les mémoires, la Seine avait eu d'autres débordements très graves, ceux notamment de février 1658, décembre 1740 et janvier 1802. Nous avons indiqué ici, sur une même carte, les quartiers de Paris inondés, d'une part en 1658, et d'autre part en janvier 1910. En février 1658, le quartier du Marais, situé entre Notre-Dame et la place de la Bastille, fut particulièrement éprouvé.

UN APOTRE DE LA VIE INTENSE

THÉODORE ROOSEVELT EST MORT

Celui qui fut, de longue date, partisan de l'intervention des Etats-Unis et un grand ami de la France disparaît à 60 ans.

M. WALTER BERRY, SON CONDISCIPLE A L'UNIVERSITE D'HARVARD, ÉVOQUE ICI LA FIGURE DE L'ANCIEN PRÉSIDENT

NEW-YORK, 6 janvier. — M. Théodore Roosevelt, ancien président de la République des Etats-Unis, est mort ce matin, à 4 h. 15, pendant son sommeil, en sa maison de campagne de Sagamore Hill, à Oyster Bay, près de New-York. Mme Roosevelt était à son chevet.

Nulle nouvelle ne pouvait me surprendre plus douloureusement que la mort de Roosevelt. J'ai été son compagnon de jeunesse, nous étions ensemble sur les bancs de l'université d'Harvard, et, comme tous ceux qui l'ont approché, j'avais acquis une sorte de certitude qu'il devait triompher de tout, même de la mort.

Et voici qu'elle vient de le prendre, en pleine force et en pleine activité. Il n'avait pas soixante ans !

Pour nous autres, ses amis et ses familiers, Roosevelt n'était pas un homme. C'était un potentiel, une force dynamique.

Je le vois encore étudiant, lorsqu'il menait de front les études, les sports, les distractions, et trouvait encore le temps de travailler à son livre : *La Guerre navale en 1812*.

Tandis qu'il recueillait les documents nécessaires à cet ouvrage, il se prit d'affection pour l'amiral Perry, qui avait lancé cette parole historique : « Nous rencontrons l'ennemi, il est à nous ». Roosevelt en fit sa devise, et c'est sur elle qu'il orienta sa vie.

Il tomba malade. On le disait faible de la poitrine. En guise de sanatorium, il choisit la prairie, et, pendant quatre ans, il mena dans le Far West la vie des cow-boys. Il était sauvé.

A son retour, après avoir écrit de nombreux articles dans les journaux, il se lança dans la politique et devint tout de suite un leader, mais un leader qui, conformément au sens exact du mot, conduisait son parti au lieu de le suivre, comme le font généralement les autres.

La sensation de force, d'énergie et de loyale franchise qui se dégageait de sa personne lui gagna vite les sympathies de la foule. Aussi, en 1904, recueillit-il, lors de son élection à la présidence, le plus grand nombre de voix qu'ait jamais obtenues un candidat à la première magistrature de notre pays. Il fallait le voir, menant sa campagne en wagon. On eût dit un ouragan.

Je passe sur sa carrière officielle. Elle est connue de tous. Il a successivement occupé les plus hautes situations : chef du personnel gouvernemental à Washington, directeur de la police, gouverneur de New-York, etc.

En 1898, il quitta cette dernière situation pour aller prendre part à la guerre de Cuba, à la tête de ce régiment de « rough riders » qu'il avait créé de toutes pièces, et dont il était le glorieux colonel.

El et cet homme, tout en fer, était, dans le privé, le personnage le plus doux, le plus « famille » du monde. Sa grande joie était de partir à l'improvise avec ses nombreux enfants pour aller faire du camping dans sa propriété d'Oyster Bay, aux environs de New-York.

Lors de son passage à la Maison-Blanche, il demeura fidèle à ce goût des sports, et il y fit installer un court de tennis, qui y est toujours. Le matin, il

jouait avec des partenaires, toujours les mêmes, qu'il appelait en riant son « tennis-cabinet ». Avec votre ambassadeur à Washington, M. Jusserand, j'avais l'honneur d'être l'un des membres de ce cabinet original.

A 9 heures, la douche, et le président, frais et dispos, se remettait au travail avec son infatigable ardeur.



LE PRÉSIDENT SAUTANT UN OBSTACLE

Son désir de tout connaître était insatiable. Roosevelt lisait de tout : de l'histoire, des romans d'aventures, et même des vers ; car ce réaliste, chose curieuse, adorait la poésie. Comme votre Flaubert, il aimait lancer à pleine voix les épiques sonores d'un Kipling, d'un Wittmann et d'un Victor Hugo.

N'était-il pas d'ailleurs un écrivain lui-même ? Son remarquable livre : *La Conquête de l'Ouest*, en fait foi. Ecrivain, il l'était resté, dirigeant le magazine estimé *l'Outlook*, et y publiant des articles très remarquables.

Il n'avait cependant pas renoncé à la politique. On n'a pas oublié la campagne qu'il mena contre la candidature de M. Wilson. La guerre avait réconcilié les deux adversaires, si remarquables chacun dans leur genre, mais de nature si opposée qu'ils semblaient de vivantes antithèses. La grandeur du but à atteindre les avait réunis.

Walter V. BERRY.
président de la Chambre de commerce américaine en France.

sevelt l'avaient conduit naturellement, dès le début de la guerre, à faire campagne pour l'intervention de son pays. Ses sympathies pour la France étaient ardentes, et il les exprimait en toute occasion. Séparé de M. Wilson par les idées politiques, M. Roosevelt montra la noblesse de son caractère en se réconciliant avec son ancien rival, à qui il vint rendre visite lorsque la décision d'intervenir eut été prise en 1917 par la Maison-Blanche.

On sait que les quatre fils de M. Roosevelt sont venus combattre sur le front français, où l'un d'eux, Quentin, aviateur, a trouvé une mort héroïque. C'est un grand ami de notre pays qui disparaît avec leur père. — J. B.

C'est une embolie pulmonaire qui a emporté Roosevelt

NEW-YORK, 6 janvier. — M. Roosevelt eut une violente attaque de rhumatisme sciatique le 1^{er} janvier, mais personne ne croyait que la maladie pût avoir une issue fatale.

M. Roosevelt resta levé pendant une grande partie de la journée d'hier dimanche. Il ne se coucha qu'à 11 heures du soir.

Mme Roosevelt se rendit dans la chambre de son mari à 4 heures du matin environ, et le trouva mort.

De l'avis des médecins qui ont soigné M. Roosevelt, une embolie pulmonaire a été la cause immédiate de la mort.

Les télégrammes de condoléances commencent à arriver de toutes les parties des Etats-Unis.

Les drapeaux ont été mis en berne à Oyster-Bay.

Les obsèques de l'ancien président seront célébrées mercredi.

Déclaration de M. Pichon

Aussitôt informé de la mort subite du président Roosevelt, M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, a fait à un rédacteur de l'agence Havas la déclaration suivante :

« La France, qui accueille le président Wilson avec les sentiments profonds de confiance et de gratitude que son chef illustre de la République américaine n'a pas à entrer dans les divisions intestines des partis aux Etats-Unis. Elle ne peut que regretter, dans la personne de Theodore Roosevelt, l'homme éminent, courageux et inspiré d'un pur patriotisme, qui lui a donné, pendant toute sa vie, tant de gages de dévouement et d'amitié. Elle s'associe, sans aucun doute, à l'occasion de sa mort subite et douloureuse, au deuil de tout le peuple américain. »

M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, a fait parvenir à Mme Roosevelt un télégramme de condoléances.

LA RÉPARTITION DES DÉLÉGUÉS A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

Nous avions dit qu'avant la réunion de la Conférence de la paix, dont l'ouverture est toujours fixée au lundi 13 janvier, il restait à examiner quelques questions de protocole et de procédure.

La première de ces questions est réglée aujourd'hui. Le nombre des délégués de chacun des Etats qui auront accès à la Conférence est fixé sur les bases suivantes :

Le principe de l'égalité entre les grandes puissances alliées ou associées à l'heure actuelle, les puissances sont : la France, l'Angleterre, l'Italie, les Etats-Unis et le Japon. Chacune aura cinq représentants.

Viennent ensuite les Etats secondaires qui, depuis le début des hostilités, ont pris part à la lutte commune contre l'Allemagne. Ce sont la Belgique et la Serbie. Elles auront trois délégués.

Une troisième catégorie est celle des Etats qui sont entrés en guerre après 1914. Tel est le cas de la Roumanie, du Portugal, de la Grèce, du Siam. Ces Etats auront deux délégués. Seront classés dans la même catégorie la Pologne et les nouveaux venus, comme l'Etat tchéco-slovaque à qui a été reconnue la qualité d'allié.

Il y a enfin une quatrième classe, celle des Etats qui avaient rompu les relations diplomatiques avec l'Allemagne sans se livrer à des actes de guerre proprement dits. Ceux-ci auraient droit à un délégué seulement. Toutefois, ce cas ne paraît pas encore définitivement tranché. Il semble que la seule voix soit pour certains Etats importants. Nous croyons qu'en ce qui concerne le Brésil, en particulier, la décision serait encore réservée.

Restera la Russie. Sera-t-elle absente de la Conférence ? Plusieurs combinaisons destinées à assurer une représentation russe ont été proposées. Aucune n'a paru satisfaisante. Des échanges de vues, entre Paris et Londres, ont lieu actuellement à ce sujet.

Londres, 6 janvier. — On télégraphie de Washington au *Morning Post* :

Quoiqu'il reste beaucoup à faire avant que les Alliés et l'Amérique se mettent complètement d'accord relativement au traité de paix, il sera basé sur certaines conclusions solidement établies depuis l'arrivée du président Wilson en Europe.

Ces conclusions sont :

- 1^{re} L'accord complet et l'identité de vues et de politique existant entre l'Angleterre et la France ;

- 2^{de} La Grande-Bretagne ne consentira jamais à une mesure quelconque qui affaiblirait sa puissance maritime ;

- 3^{de} L'idée fondamentale de la Société des Nations, c'est-à-dire l'association des grandes puissances civilisées, sera réalisée ;

- 4^{de} La Conférence de la paix, en ce qui concerne l'Allemagne et ses alliés, se bornera à leur présenter ses conditions pour qu'ils les signent. Les plénipotentiaires allemands à la Conférence de la paix ne pourront pas argumenter ou menacer ; les conditions qui leur seront soumises seront un minimum irréductible et ne sauront faire l'objet d'aucune discussion. Il faudra que l'Allemagne les accepte ou les rejette à ses risques et périls.

A L'INFIRMERIE DE FRESNES

LA FIN DE TURMEL

Le député de Guingamp, inculpé de commerce et d'intelligences avec l'ennemi, a succombé dimanche soir aux complications d'une artério-sclérose généralisée.

M. Turmel a succombé dimanche soir, vers 22 heures, dans la cellule n° 15 qu'il occupait à l'infirmerie de Fresnes.

Depuis quelque temps, la santé du député des Côtes-du-Nord n'était pas sans causer des inquiétudes. Samedi, pourtant, un mieux avait paru se manifester, et le capitaine Mangin-Bocquet avait pu avoir un long entretien avec lui. La, le capitaine rapporteur lui avait expliqué que l'enquête apportait la preuve flagrante de l'innocence de tout son système de défense. Le député de Loudéac dut bien reconnaître n'avoir pas toujours dit la vérité, mais sans donner aucune explication nouvelle ni se laisser aller à aucun aveu.

Ce fut son dernier interrogatoire. Dimanche, son état avait tellement empiré qu'il ne reconnut pas sa femme et sa fille, appelées en hâte auprès de lui, ni le capitaine Mangin-Bocquet, accouru ensuite. Entre 9 h. 30 et 10 heures, il expira.

Hier matin, le capitaine Mangin-Bocquet, en présence du directeur, du médecin-major Berno, de deux gardiens et de son greffier, a procédé aux constatations d'usage.

Les médecins légistes, docteurs Socquet et Richardieu, attribuent la mort à l'artério-sclérose généralisée compliquée de l'hyperlipémie, embolie de la foie et même de troubles pulmonaires.

Tantefois, le capitaine Mangin-Bocquet a ordonné de procéder à l'autopsie. Elle sera faite ce matin à la Morgue par le professeur Letulle, le professeur Chaffard, le professeur Villejean, pharmacien en chef de l'Hôtel-Dieu, et les médecins légistes Socquet et Richardieu.

La dépouille de M. Turmel sera transportée à Loudéac. Notons que sa mort ne met pas fin à l'instruction. Mme Turmel demeure inculpée de complicité. Mais peut-être n'est-il pas téméraire de prévoir qu'elle se terminera par un non-lieu.

Ajoutons enfin que M. Lagasse, défenseur de Turmel, déclarait, hier, au Palais : « Si l'instruction a duré si longtemps, c'est que des faux figurent au dossier, et je compte demander à la commission de la Chambre d'ouvrir ce dossier pour établir l'innocence de Turmel. »

SES INCULPATIONS

M. Turmel s'éteint à l'âge de cinquante-deux ans. Ancien avocat à Loudéac, il était devenu maire de cette ville, puis conseiller général, et, enfin, député de la deuxième circonscription de Guingamp, en 1910, comme candidat radical socialiste contre le député sortant, M. Olivier, conservateur.

C'est le 12 septembre 1917 que le scandale Turmel éclata dans les circonstances qui sont encore présentes à toutes les mémoires : un huissier de la Chambre, M. Cousin, découvrit, dans le vestiaire du député, un portefeuille contenant des billets de banque suisses. L'enquête ouverte aussitôt amena la Chambre à se prononcer le 20 septembre pour la levée de l'immunité parlementaire et l'autorisation de poursuites.

Entre temps, M. Turmel s'était vu refuser l'autorisation de gagner la Suisse où il prétendait devoir trouver des preuves de son innocence. Il revint à Paris et dans sa circonscription électorale. Enfin, inculpé de commerce avec l'ennemi, le 22 septembre, il était arrêté le 7 octobre. Deux jours plus tard, une enquête montrait que le député de Guingamp avait touché des sommes importantes venant de la Suisse. Mme Turmel était impliquée dans les poursuites, mais elle était bientôt remise en liberté, mesure dont M. Turmel, malgré ses demandes répétées, ne fut jamais admis à bénéficier.

Le député des Côtes-du-Nord avait tenté une diversion en accusant l'huissier Cousin de dévouement. Il dut reconnaître que son accusation n'était pas fondée. Cette calomnie lui coûta 5.000 francs de dommages-intérêts envers M. Cousin.

M. Turmel retourna ensuite à M. Bonzon sa défense, qu'il confia à M. Lagasse. Le 7 avril 1918, l'inculpation de commerce avec l'ennemi était transformée en celle d'intelligences, et le 5 juillet, la Chambre prononçait la levée de l'immunité pour cette nouvelle inculpation. Depuis, l'inculpation suivait son cours. Elle devait venir au deuxième conseil de guerre.

M. Turmel, qui changea plusieurs fois de système de défense, refusa toujours de répondre aux questions précises du magistrat instructeur, mais ne put justifier de la véracité de ses allégations.

SA SITUATION PARLEMENTAIRE

Le cas soulevé par la mort de M. Turmel a été hier, au Palais-Bourbon, l'objet de nombreux commentaires.

On sait qu'il est d'usage que, lorsqu'un député vient à mourir en période de session parlementaire, le président de la Chambre porte la nouvelle à la connaissance de ses collègues dans une allocution — un éloge funèbre, a-t-on coutume de dire — où sont rappelés la carrière politique du défunt et les principaux travaux parlementaires auxquels il a pris part.

On a donc été amené à se demander s'il en serait ainsi pour le député des Côtes-du-Nord, décédé alors qu'il se trouvait détenu à la prison de Fresnes, en prévention de conseil de guerre, sous l'inculpation d'intelligences avec l'ennemi.

Il y a lieu de faire observer à ce sujet que, suivant les principes du droit, M. Turmel doit être présumé innocent, aucune condamnation n'ayant été prononcée contre lui. D'autre part, la Chambre étant, depuis janvier 1915, en période de session — aucun décret de clôture n'est jamais intervenu — le règlement veut que le décès de M. Turmel soit porté à la connaissance de ses collègues.

Nous croyons savoir qu'il en sera ainsi, mais que M. Jules Siegfried, député de la Seine-Inférieure, qui, en qualité de doyen d'âge, présidera mardi la séance de rentrée au Palais-Bourbon, se bornera à faire part à la Chambre de la mort du député des Côtes-du-Nord. L'éloge funèbre auquel on est habitué est, en effet, facultatif, et aucun article du règlement ne le prévoit. Ajoutons que, si la levée du corps de M. Turmel avait lieu à Paris, au domicile du défunt, on devrait rendre à ce dernier les honneurs militaires qui consistent en la présence d'un piquet de troupes accompagné du drapeau du régiment. Mais c'est infiniment peu probable.

HIER IL N'A PAS PLU !

LA CRUE DE LA SEINE

Elle est toujours en augmentation, mais les crues dans lesquelles elle se présente ne sont en comparables à celles qui précédèrent les inondations de 1910.

AU SERVICE DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DE LA NAVIGATION LES PRÉVISIONS NE SONT POINT ALARMANTES

La crue de la Seine est en augmentation constante, mais la situation, tout en étant sérieuse, n'offre encore aucun caractère alarmant. Le naufrage de l'établissement de bains de la Samaritaine qui s'est produit, hier matin, vers six heures, constitue le fait le plus saillant de la journée d'hier. Heureusement, on n'a aucun accident de personne à déplorer, le personnel au grand complet ayant réussi à s'enfuir avant que

coro 50 centimètres de moins se soient élevés. Mais déjà cette crue peut être considérée comme une grande crue.

Pendant les crues précédentes, basées sur le niveau en elles donné les résultats prévus. — Certainement. Pour ne paigras cr la dernière grande crue, en 1910, les inférieurs tombaient juste, à quelq mètres près, de plus ou de moins grande pa

Les mesures de préservation

— Avez-vous eu à prendre de mesures de préservation contre les inondations ?

— On a fermé hermétiquement les Morvans de chasse des égouts, mesur la hauteur de la crue, et qui avait été omise en 1910, et qui avait été l'envasement des égouts par le a de Seine et, par suite, l'inondat on même nombre de caves, de rues en coin côté, de voies appartenant au réseau que surpollait.

En 1910, l'eau atteignit les raisons périeurs et se déversa dans les rues, éromantes par les coupures du pavé, e nant accès aux rampes où aux abien, qu' — On a ménagé depuis que put à la déjà, dans la pierre des parapetins, des sères permettant de boucher, au de ces madiers recouverts de matériaux, l'issiment des rampes et des esmanière outre un mur à été élevé au qua de ces tr depuis les fortifications jusqu'à afflu Tolbiac. Par conséquent, l'eau son conf pas submerger, en cet endroit, l'en avien

Les moyens de sauvegarde

— Et si les inondations se produisent, auriez-vous les moyens de sauvegarde ?

— Oui. En 1910, on a institué, de d'hommes mariniers qui, recruté donc les gens de métier, consentent peuvent ment à devenir nos auxiliaires, si des région. Dès que la crue se pries rapp mettons des bachelés à leur désqua voie de réquisition. Ces puidh ment les cadres des marins, embauchés par les municipalités.

« Leur premier soin est d'établir serelles pour permettre la mai circulation. Puis, ils portent s habitants. Ils ravitaillent ceux coince rent demeurer dans leurs mais, déjà pi — Avez-vous assez de batoum de v — Oui. Nous nous assurons, ment, de nécessaires en les recensant, clout-étre comme on faisait avant la ré été celui pour les automobiles et les chequait qu

Quelle est la cote de l'eau ?

— La cote d'aujourd'hui ? — Les in

— La voici :

Austerlitz	4 m.	coinb
La Tournelle	3 m.	inchar
Pont Royal	5 m.	ine pui

« La hausse atteint 14 à 15 cent à Pa dans toute la Haute-Seine. A Mège une eau de 3 m. 75. En Marne, l'au est en mesure 3 m. 70, soit 30 cent baisse hausse sur dimanche.

« Le 21 janvier 1910, l'avanpostatati grand débordement, la cote, é que nous n'atteignait que 3 m. 29, mais, rre, max y avait 5 m. 90.

« Les mesures que vous venez pon énumérer sont des mesures deers qu'ell

« L'ingénieur en chef de la navigatoum vient d'être appelé par le sous- conce d'Etat aux Travaux publics, n été-déf tendre. Tandis que, par les oivent en l'entchémbre — est-ce une i minimum il nous semble voir s'élever es pôt le veau de l'eau.

« Enfin, l'ingénieur en chef m nétrer jusqu'à lui.

« Il est extrêmement affairé, rendre su en chef. Et, dès que nous lui a e est empi le but de notre visite, il nous r

« Vous avons mieux à faire le mo d'hui, qu'à tracer l'histoire des poun de travaux qui devaient être eurture d puis 1910. Adressez-vous autermes e

Nous, nous travaillons !

Sans doute, élabora-t-on des nuteux pour la prochaine

C. D'AVRON.

DÉCLARATION DE M. Professeur de géographie

M. Charles Vélain, professeur

phie physique à la Sorbonne, a

nous donner pour nos lecteurs

sur la situation actuelle en M

que ses impressions sur la duré

dement de la rivière dont les

particulier redoutent l'extensio

pouvons nous adresser à un

autorisé, car M. Vélain a fondé les

bonne, pour l'étude de tous les

rément. M. Vélain a été

servé

ex dates

LISTES

aider les

à publi

mière a

6 janvier

prose, c

et l'obje

ment à

du plus

de les, c

y trouve

tels qu

Bon d

om de

assurer

de dans

figurant

se null

st.

UN GRAND ANIMATEUR DE L'ÉNERGIE AMÉRICAINE

M. Théodore Roosevelt, ce grand animateur de l'énergie américaine, aura pu voir, avant de mourir, la victoire de son pays et le triomphe de l'idée au service de laquelle il avait mis le meilleur de lui-même.

Le « culte de l'énergie » : c'était une des formules favorites de M. Roosevelt. Que de lances il a rompues contre le pacifisme et ce qu'il appelait, dans son langage imagé, les hommes et les politiques « du type flasque » ! Grand partisan des sports, qu'il regardait comme un des éléments essentiels de l'éducation morale, il aimait à payer de sa personne. Sa réputation datait de 1898, lorsque, pendant la guerre avec l'Espagne, il s'était battu à Cuba. Plus tard, pour dépenser son activité et mettre en pratique les idées qu'il avait exposées dans son livre célèbre, *la Vie intense*, il était parti pour l'Afrique, où ses grandes chasses aux fauves sont restées fameuses.

Né en 1858 d'une famille hollandaise établie en Amérique depuis 1649, M. Roosevelt était vice-président de la République en 1900. Il succéda l'an d'après

à M. Mac Kinley, qui avait été assassiné. Il n'avait alors que quarante-trois ans. La popularité acquise par M. Roosevelt pendant la période intérimaire qui lui restait à remplir le fit élire en 1904 à la présidence par la plus forte majorité qu'aucun de ses prédécesseurs eût jamais obtenue. C'est pendant sa présidence qu'il offrit ses bons offices à la Russie et au Japon pour signer la paix de Portsmouth, à la suite de quoi il reçut le prix Nobel.

M. Roosevelt, qui appartenait au parti républicain, avait fondé par la suite une fraction nouvelle dite « progressiste », dont il était le chef et qui avait l'élan pour emblème. C'est grâce à cette division des républicains que le candidat démocrate, M. Wilson, put passer en 1912.

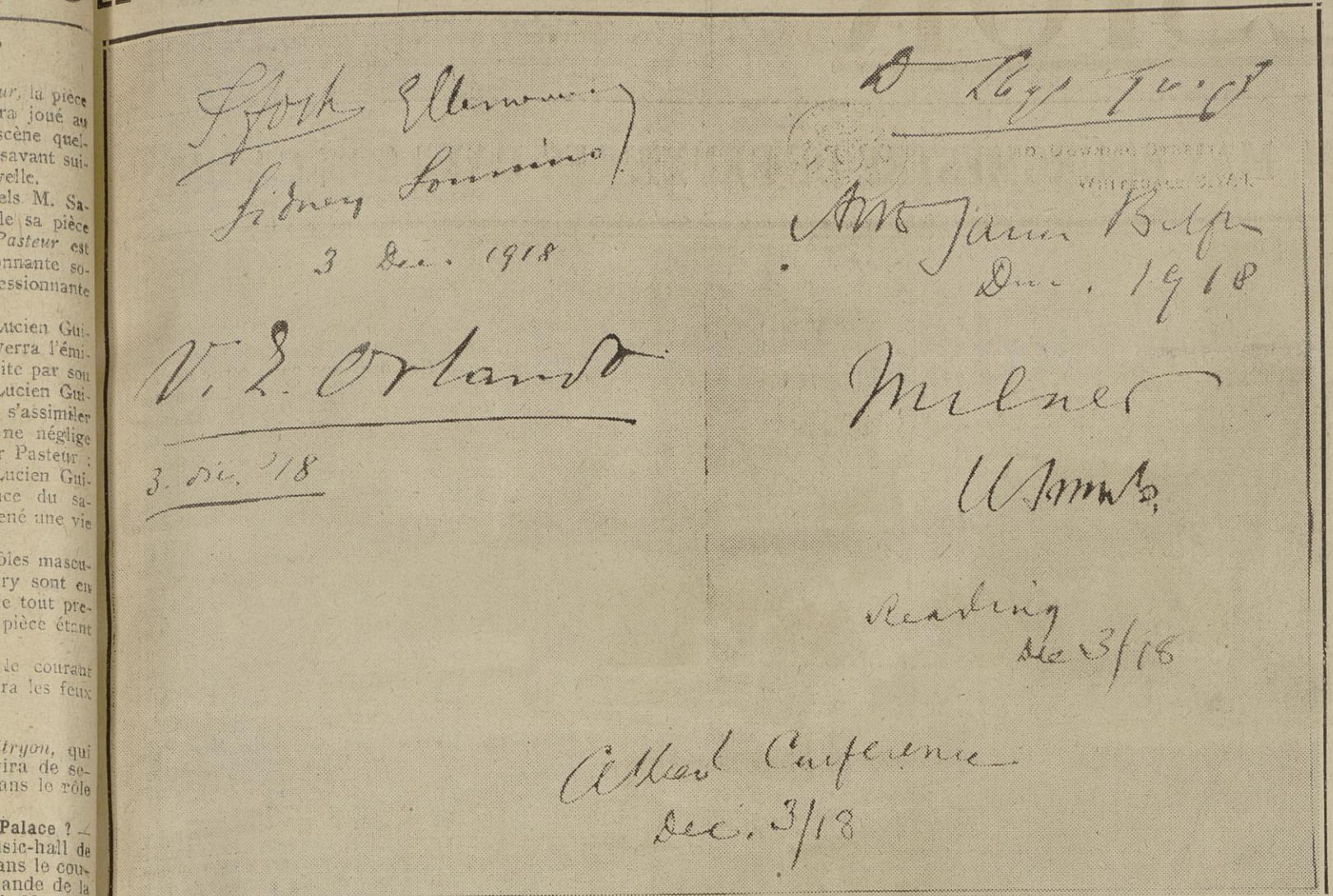
Dans sa retraite, M. Roosevelt ne restait pas inactif. Par la parole et par le livre, il conduisait une propagande ardente en faveur d'une politique fière et entreprenante. C'est en ce sens qu'on a pu dire qu'il représentait « l'impérialisme » aux Etats-Unis.

Les sentiments et les idées de M. Roo-



LE COLONEL THEODORE ROOSEVELT A CUBA, EN 1898

LE PREMIER DOCUMENT SUR LES PRÉLIMINAIRES DE LA PAIX



CE DOCUMENT HISTORIQUE A ÉTÉ ADJUGÉ 18.500 FRANCS AUX ENCHÈRES

Le curieux autographe que nous reproduisons ci-dessus a été signé le 3 décembre 1918, lors de la première conversation tenue sur les préliminaires de la paix, 10, Downing-Street, à Londres, par le ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne. Il a été obtenu par lord Reading, qui participait à cette conférence en qualité de lord chef Justice et d'ambassadeur de Grande-Bretagne aux Etats-Unis. Lady Reading avait insisté auprès de

son mari pour qu'il obtint le document, celui-ci devant être vendu au profit de l'œuvre des prisonniers de guerre à la vente de charité « Savoy fair », à Londres. Les enchères monteront à 700 livres sterling, soit 18.500 francs environ, prix auquel M. Edouard Jonas, président de la Chambre syndicale des Antiquaires, devait acquiescer du précieux papier, qu'il désirait ramener en France. C'est grâce à son obligeance que nous publions ce document.

Pour célébrer la victoire

Faut-il frapper une médaille ?

Y a-t-il lieu de faire frapper par la Monnaie une médaille commémorative de la victoire ? M. André Lebel, député de Seine-et-Oise, le pense. Il estime qu'à travers les témoignages qui demeurent la médaille est peut-être celui qui subsiste le plus longtemps.

« Les documents s'égarent, se modifient ou se décomposent, écrit-il ; les exemplaires des livres diminuent, et eux-mêmes ne sont pas réimprimés ; les drapeaux, reliques de la bataille, s'effritent, s'effondrent, un jour s'effondrent et ne sont plus. Seule, la médaille, sous la ruine qui l'ensevelit ou la pousse qui la recouvre, sous le vent qui la roule, sous les ans qui la patinent, survit, quelquefois presque intacte, telle qu'elle fut frappée à l'époque dont elle porte le millésime et atteste la grandeur. »

Par une proposition de loi qui vient d'être renvoyée à l'examen de la commission de l'enseignement et des beaux-arts, M. André Lebel demande que la Monnaie soit chargée de frapper une médaille de la victoire sera frappée par la Monnaie dans le plus bref délai. Les projets et dessins de cette médaille, qui pourraient être exécutés en deux modèles de différentes grandeurs, seraient mis au concours. Un jury spécial, nommé par le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, composé des personnalités les plus qualifiées des divers groupements artistiques et comprenant, en outre, trois députés et deux sénateurs, serait constitué, sous la présidence du directeur de la Monnaie, pour choisir le modèle, ou, s'il y a lieu, les modèles définitifs.

« Nous soumettrons les talents qui nous ont encore, écrit M. André Lebel, nous permettrons de s'affirmer à ceux qui existent déjà. Qu'il nous soit permis, en passant, à simple titre d'indication, de désigner M. Maurice Denis, comme un de ceux dont le dessin pur et parfait, stylisé, serait le plus susceptible de fixer l'aspect de cette victoire incomparable. »

CHRONIQUE JUDICIAIRE

L'affaire Toqué

Le capitaine Salanson a procédé au premier interrogatoire de forme de la femme Mirande, née Louvel, arrêtée près de Fournies, et complice de Toqué et autres.

Le capitaine a reçu la visite du commissaire de police Louis, de la Sûreté générale, qui lui a rendu compte de son enquête sur l'affaire des dénonciateurs de Laon.

A la justice militaire

Le commandant Montel, commissaire du gouvernement près le 2^e conseil de guerre, vient d'être nommé chef du bureau de la justice militaire à l'état-major du gouvernement militaire de Paris, en remplacement du colonel Potier, qui reprend sa place de conseiller à la Cour.

L'affaire Humbert

Le lieutenant Jousse, a interrogé, hier, M. Charles Humbert et reçu la déposition de M. Haverna, cryptographe au ministère de l'Intérieur. Il n'est besoin d'être grand clerc pour estimer qu'il a dû être question du fameux document de la « bonne Française ».

Commerçants improvisés

MM. Pierre Etienne, employé d'assurances, Boland, gardien de la paix, et Jean Cazaubon, marchand de vins, s'improviseront un beau jour marchands de charbon.

Le commerce, tout d'abord, ne marcha pas mal. Etienne vendit son bois à Boland avec un bénéfice de 30 fr. par tonne ; Boland le revendit à Cazaubon avec un bénéfice de 20 fr. et Cazaubon, enfin, le céda aux clients avec un bénéfice de 45 fr.

Tout alla bien ainsi jusqu'au jour où la justice s'avisa qu'ils avaient une façon un peu désinvolte de respecter la taxe. Si bien que tous trois comparaissent hier en correctionnelle.

La, pour leur défense, ils expliquèrent que, n'entendant rien à pareil commerce, ils avaient eu des frais généraux excessifs.

Quand on n'entend rien au commerce, on n'en fait pas, riposta le président Richerd.

Sur cette réponse péremptoire, Etienne est condamné à 300 fr. d'amende, Boland à 100 fr., et Cazaubon à 500 fr.

Pour l'Alsace-Lorraine

Souscription des parlementaires

L'une des dernières souscriptions versées à l'Union des œuvres pour l'Alsace-Lorraine porte cette mention : « Les sénateurs et les députés retour d'Alsace-Lorraine : 9.250 francs. »

Cette souscription est le produit d'une collecte entre les membres du Parlement qui ont accompagné le président de la République, les présidents des Chambres et les ministres à Metz et à Strasbourg, les 8 et 9 décembre.

Le bombardement de l'« Est républicain »

NANCY, 6 janvier. — On se rappelle que l'année dernière, au cours d'un bombardement par avions, qui fit environ cinquante victimes, l'hôtel et les machines de l'« Est républicain » avaient été partiellement démolis. Notre confrère réussit quand même à paraître, avec un retard d'une heure à peine.

Le directeur du journal, M. René Mercier, vient d'être, à cette occasion, l'objet d'une citation au titre du Mérite civil.

La Maison des Journalistes

Par un geste auquel tous nos confrères applaudissent unanimement, la municipalité parisienne et le Conseil général de la Seine viennent de témoigner leur vive sympathie à l'égard de la Maison des Journalistes dont l'ouverture aura lieu très prochainement. Le Conseil municipal a voté en faveur de l'œuvre une subvention de 10.000 francs, et le Conseil général une subvention de 5.000 francs.

Nous rappelons à nos lecteurs du front que les coopératives approvisionnées par les Messageries Hachette doivent être à même de leur procurer notre journal sans aucune majoration de prix ; leur suffit d'en remettre la commande à la coopérative.

NOS CITÉS MARTYRES

LA RECONSTRUCTION DE REIMS

Il faut estimer à environ 5 milliards la somme nécessaire à la reconstruction de la glorieuse ville.

Nous avons annoncé hier que MM. Bernier, Deglane et Cordonnier, trois de nos plus notables architectes, venaient d'être nommés membres de la commission chargée d'examiner les plans dressés en vue de la reconstruction de Reims.

M. Bernier a qui nous sommes allés demander comment, d'une façon générale, il concevait la reconstitution de la grande cité, si saugement assassinée durant quatre ans, ne veut pas se prononcer sur cette importante question sans avoir, au préalable, examiné les plans qui vont lui être fournis ainsi qu'à ses collègues. Au sujet de la cathédrale même, dont la réparation éventuelle a déjà fait l'objet de plusieurs polémiques, il réserve son opinion jusqu'à son retour de Reims, où il compte se rendre d'ici peu.

C'est la municipalité rémoise, provisoirement installée à Paris, 14, avenue de l'Opéra, qui, par voie de quelques mois, l'initiative de faire établir des plans de reconstruction de Reims. Il ne s'agit pas, à proprement parler, d'un concours. On veut seulement exciter l'émulation des architectes — soit de Reims, soit d'ailleurs — qui répondraient à l'appel de la municipalité. Le but cherché a été fort heureusement atteint.

Sur une quarantaine de projets qu'elle a reçus jusqu'au 15 décembre — date fixée pour la clôture des envois — la commission municipale en a retenu vingt-deux, dont une dizaine, à ce qu'on affirme, sont des plus remarquables.

Ces projets sont actuellement exposés à Reims, dans une salle de l'école professionnelle de la rue Liebigier, où se trouvent installés, depuis le mois de mars dernier, les services municipaux demeurés dans la ville.

Pas de projet unique

Dans l'esprit des édiles qui assument la lourde et glorieuse tâche de faire renaître de ses cendres la cité martyre, il ne sera pas fait choix d'un projet unique. On prendra dans les uns et dans les autres ce qu'il y aura de mieux à tous points de vue, et l'on en formera un vaste plan d'ensemble. On cherchera tout d'abord à conserver le caractère de la ville, et à concilier le respect des souvenirs anciens avec les exigences du confort et de l'hygiène modernes. Certaines voies devront être élargies, d'autres allongées. On prévoit de nombreux espaces libres : parcs, jardins, squares. Enfin, autant que possible, on réédifiera les monuments publics dans leur physionomie, dans leur splendeur première, afin qu'ils n'aient plus qu'à attendre la patine du temps.

Cinq milliards sont nécessaires

L'œuvre entreprise est immense. On évalue à un milliard et demi (valeur d'avant-guerre) les pertes subies du fait de la barbarie allemande. Aujourd'hui, il faut plus que tripler cette somme pour reconstruire, sinon intégralement, du moins en majeure partie, ce qui a été détruit. Il n'est donc pas exagéré d'estimer à environ cinq milliards la somme nécessaire à la reconstruction de Reims. Mais les difficultés ne sont point pour paralyser le zèle pieux des hommes qui se sont promis de relever leur illustre cité : elles ne peuvent que l'égaliser à la grandeur de la tâche à remplir. Attendons-nous donc à voir, dans un laps de temps relativement court, des décisions prises et de gigantesques travaux commencés.

Une souscription suédoise pour la reconstruction d'une ville française détruite

Un Comité formé en octobre dernier par quelques personnalités de la colonie suédoise de Paris, et que préside le ministre de Suède, M. Ehrensvard, a ouvert une souscription en vue de la reconstruction d'une ville détruite du Nord de la France.

Les associations belges

boycottent les Allemands

BRUXELLES, 6 janvier. — Le comité exécutif des délégués d'instituteurs belges a décidé, à l'unanimité, une proposition tendant à cesser toutes relations avec les instituteurs allemands.

Le syndicat national de la coiffure a décidé, de son côté, de ne plus admettre d'Allemands parmi ses membres.

Bourse de Paris du 6 janvier 1919

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET			Or, 1000	376	376
5 0/0 libéré	88 35	88 40	Or, 1000	410	408
4 0/0 libéré	72 05	72 05	Or, 1000	215	215 50
3 0/0 libéré	72 55	72 55	Or, 1000	110	110
2 0/0 libéré	115 10	115 10	Or, 1000	353	353 75
1 0/0 libéré	89 75	89 75	Or, 1000	355	355 50
1 1/2 0/0 libéré	32 40	32 40	Or, 1000	114	115
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	139	140
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	141	142
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	142	143
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	143	144
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	144	145
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	145	146
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	146	147
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	147	148
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	148	149
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	149	150
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	150	151
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	151	152
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	152	153
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	153	154
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	154	155
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	155	156
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	156	157
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	157	158
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	158	159
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	159	160
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	160	161
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	161	162
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	162	163
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	163	164
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	164	165
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	165	166
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	166	167
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	167	168
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	168	169
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	169	170
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	170	171
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	171	172
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	172	173
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	173	174
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	174	175
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	175	176
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	176	177
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	177	178
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	178	179
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	179	180
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	180	181
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	181	182
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	182	183
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	183	184
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	184	185
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	185	186
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	186	187
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	187	188
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	188	189
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	189	190
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	190	191
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	191	192
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	192	193
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	193	194
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	194	195
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	195	196
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	196	197
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	197	198
1 3/4 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	198	199
1 1/2 0/0 libéré	32 50	32 50	Or, 1000	199	200

METEAUX A LONDRES.

Le tonne de 1016 kilos. Cuivre chili, disponible, 112 ; livrable 3 mois, 88 1/2 ; Electrolytique, 121 ; Etain, comptant, 296 1/4 ; livrable 3 mois, 291 1/2 ; Plomb anglais, 40 ; Zinc, comptant, 26.

25.000 AMERICAINES

à partir de 12 fr. 50

VÊTEMENTS EN TOILES HUILÉES

Louis CROS, 12, Chaussée d'Antin (Tel. Trud. 62 08).

La Bretelle "Gallia"

A DOS AUTO-AJUSTEUR

est en vente dans toutes les bonnes maisons.

VENTE EN GROS, 48, RUE DE BONDY

UNE AVENTURE NOUVELLE DE SHERLOCK HOLMES

LA VALLÉE DE LA PEUR

Roman inédit

par

CONAN DOYLE

PREMIÈRE PARTIE

LE DRAME DE BIRLSTONE

V. — Les personnages du drame (suite)

Une brève discussion s'engagea dans l'escalier ; enfin, Mme Douglas se laissa convaincre. Elle ne fit pas de scène. Elle ne jeta pas les hauts cris. Mme Allen la reconduisit dans sa chambre. Cependant, M. Barker rentrait dans le cabinet de travail. Ames le suivit. Ils trouvèrent tout police. La bougie était éteinte, et la lampe allumée. Ils regardèrent par la fenêtre, mais la nuit était noire et silencieuse ; ils ne virent ni n'entendirent rien. Ils s'élançèrent dans le vestibule. Ames se hâta de dérouler la chaîne du pont-levis, et M. Barker courut chercher la police.

Mme Allen, la gouvernante, ne fit que corroborer par ses déclarations celles du maître d'hôtel. Elle occupait une chambre moins reculée que l'office. Elle allait se coucher quand elle entendit retentir la sonnette. Elle avait l'ouïe un peu dure, et, pour cette raison peut-être, n'avait pas entendu la détonation ; au surplus, le cabinet de travail était loin. Elle se souleva d'un bon cœur, mais elle avait le coup de sonnette elle avait perçu un bruit qui lui avait paru être celui d'une porte qui claquerait. Elle accompagna M. Ames quand il courut vers le cabinet de travail. Elle vit sortir M. Barker, très excité, très pâle. Mme Douglas descendait l'escalier. Il l'arrêta, il la pria instamment de s'en retourner, et elle lui répondit, Mme Allen n'entendant pas cette réponse.

Ramez-la, lui dit M. Barker. Et restez auprès d'elle.

Elle ramena donc sa maîtresse et s'efforça de la calmer. Mme Douglas, bien que bouleversée et toute tremblante, ne fit pas mine de reculer. Vêtue d'un simple peignoir, elle demeura devant le feu, la tête enfouie dans ses mains. Mme Allen passa la nuit à son côté. Les autres domestiques se trouvant à l'extrémité de la maison, aucun bruit ne les avait probablement atteints ; ils n'intervinrent qu'au moment où arrivait déjà la police. Mme Allen ne put rien ajouter que des lamentations et des mots effarés.

Appelé à témoigner après elle, M. Cecil Barker compléta simplement ses premières déclarations. Il était pour sa part, convaincu que le meurtrier avait fui par la fenêtre. A cet égard, il considérait comme une preuve concluante la tache de sang imprimée sur l'appui ; et, d'ailleurs, à défaut du pont-levis, qui était remonté, il n'y avait pas d'autre issue. M. Barker ne s'expliquait pas ce qu'était devenu l'assassin, ni pourquoi il avait abandonné sa bière. Impossible de croire qu'il se fût noyé dans le fossé, qui n'était, à aucun endroit, plus de trois pieds de fond.

En son for intérieur, M. Barker avait une opinion très arrêtée sur le meurtrier. Douglas était un homme plein de réticences, et qui laissait toujours dans l'ombre certains chapitres de l'histoire de sa vie. Tout jeune, il avait émigré d'Irlande en Amérique. Il y avait fait de bonnes affaires. Il était venu quand Barker l'avait rencontré en Californie. Les deux hommes s'étaient associés pour l'exploitation d'une mine dans un lieu dénommé Benito Canon. L'entreprise marchait à souhait ; néanmoins, Douglas avait vendu tout d'un coup et pris le bateau pour l'Angleterre. A quelque temps de là, Barker avait de son côté, réalisé pour venir vivre à Londres, leur amitié s'était renouée. Il avait eu l'impression d'un danger planant sur la tête de Douglas ; il s'était toujours expliqué par un sentiment de juste crainte ce brusque départ de Californie, cette retraite au fond d'une campagne anglaise. Sans doute quelque secret, quelque animosité, quelque implacable poursuite Douglas, et n'aurait de cesse avant de l'avoir tué. Certains propos de son ami avaient concouru à lui donner cette idée, bien que jamais Douglas ne fût allé jusqu'à lui dire quelle était la société en question, ni quels torts il pouvait avoir envers elle. Il présumait seulement que l'inscription de la carte n'était pas sans rapport avec tout cela.

Combien de temps avez-vous passé avec Douglas en Californie ? demanda l'inspecteur Mac Donald.

— Cinq ans.
— Il vivait avec vous, en célibataire ?
— Il était veuf.
— Avez-vous jamais su d'où venait sa première femme ?

— Non. Je me rappelle avoir entendu dire qu'elle était Suédoise, et j'ai vu son portrait. C'était une femme très belle. Elle mourut d'une fièvre typhoïde un an avant que je fisse la rencontre de son mari.

— Vous ne rattachez le passé de Douglas à aucun endroit particulier de l'Amérique ?

— Il parlait quelquefois de Chicago, qu'il connaissait bien, pour y avoir travaillé. Les districts du charbon et du fer ne lui étaient pas étrangers. Il avait beaucoup voyagé en son temps.

— Faisait-il de la politique ? Est-ce qu'une organisation politique l'aurait pour suivi de sa haine ?

— Non, il ne s'intéressait point à la politique.

— N'auriez-vous aucune raison de croire qu'il fût un criminel ?

— Loin de là : je n'ai jamais vu pareille droiture chez un homme.

— Rien de curieux dans sa façon de vivre en Californie ?

— Son plaisir, c'était le séjour et le travail à la mine, dans la montagne. Il évitait, autant que possible, les lieux fréquentés. Aussi ne tardai-je pas à penser qu'il avait quelque

